

Usborne, ON

Winterton, NF

Seguin, ON



Néguac, NB

Pic Mobert

Lot 16, PE

Rhineland, MB

Indian Brook, NS

Benito, MB

Springhill, NS

Okanese 82, SK

Blissfield, NB

Spalding, SK

Twillingate, NF

Wood River, SK

Taschereau, QC

Hussar, AB

St-Roch-de-Mékinac, QC

Ferintosh, AB

Ste-Françoise, QC

Girouxville, AB

Cap-à-l'aigle, QC

Tumbler Ridge, BC

Armagh, QC

Mackenzie, BC

St-Damase, QC

Port Alice, BC

N. Plantagenet, ON

Upper Liard



Tweed, ON

Arctic Bay, NV

Carden, ON

Le projet de la Nouvelle Économie Rurale : Qu'avons-nous appris sur...

Cher partenaire de la NÉR,

Nous travaillons ensemble depuis trois années vers notre but commun de revitaliser le Canada rural. Nous sommes maintenant en mesure de partager avec vous le fruit de cette collaboration sous forme de ce livret, contenant de l'information importante et des conclusions préliminaires. Pour ceux d'entre vous qui travaillez dans les sites de recherche de la NÉR, nous espérons que vous saurez vous reconnaître dans ces pages et que vous y apprendrez aussi comment votre collectivité s'insère dans l'évolution de l'économie rurale canadienne.

La *Fondation canadienne pour la revitalisation rurale* travaille depuis les 13 dernières années en s'appuyant sur l'idée que la route vers la revitalisation rurale passe d'abord et avant tout par une collaboration étroite avec les résidents ruraux, tant au niveau de la recherche que de l'éducation. Le projet de la Nouvelle Économie Rurale en est une manifestation. Ce projet réunit autour de la même table des gens ruraux, des chercheurs, le secteur privé et des responsables des politiques gouvernementales afin de pouvoir analyser les changements dans l'économie rurale globale et afin d'identifier les options et les opportunités d'amélioration des économies locales lorsqu'elles se présentent.

Nous avons réussi à accomplir beaucoup plus que nous l'aurions anticipé il y a trois ans, et ce grâce à votre participation dans ce processus qui nous tient tous à coeur. Depuis nos débuts, nous avons :

- établi une relation de travail étroite avec la plupart des 32 localités rurales identifiées dans la grille d'échantillonnage de la NÉR;
- amassé une quantité importante d'information sur ces collectivités, au niveau historique, institutionnel et organisationnel;
- préparé un nombre significatif de rapports et de présentations sur les conditions de vie et les questions importantes pour les canadiens ruraux;
- créé un site Internet pour le projet de la NÉR qui sert de ressource centrale pour tous les gens ruraux; et
- tenu des conférences et des ateliers annuels auxquels des gens des collectivités de la NÉR ont participé.

Ce livret d'information représente une autre étape de notre collaboration. Veuillez examiner les informations que vous y trouverez et laissez-nous savoir là où nous sommes sur la bonne voie, là où nous amenons des idées utiles pour votre situation, et aussi là où nous avons raté la cible, ou là encore où perdons notre temps. Mais par-dessus tout, laissez-nous savoir ce que vous souhaiteriez nous voir entreprendre dans l'avenir.

Merci de votre collaboration. Nous espérons vous voir à notre prochaine conférence en Saskatchewan. Les détails de cette conférence sont inclus dans ce livret.

Sincèrement,
Dr. Bill Reimer
Directeur, le projet de la *Nouvelle Économie Rurale*



La Nouvelle Économie rurale : Choix et options un projet de la Fondation canadienne pour la revitalisation rurale Mars 2001

Le projet de recherche sur la Nouvelle Économie Rurale (NÉR) est un programme de cinq ans présentement en marche au Canada rural. Le projet regroupe des habitants des régions rurales, des chercheurs, des analystes de politiques gouvernementales, des gens d'affaires et des représentants d'agences gouvernementales à tous les niveaux afin d'examiner les questions d'importance vitale pour les régions rurales.

Il opère au niveau national par l'entremise d'analyses historiques et statistiques, et au niveau local, par le biais d'études sous forme de sondages menés auprès des localités ou des foyers individuels.

Le projet comprend :

1. des **forums d'étude** pour discuter des questions vitales et tenir des débats sur des options, des opportunités et des choix qui recouperont les intérêts de tous les canadiens des régions rurales, ainsi que ceux des partenaires-investisseurs dans le programme;
2. des **recommandations** documentées visant à améliorer la performance des entreprises rurales, à promouvoir le développement inclusif, et à raffiner les politiques gouvernementales; et,
3. des **questions pertinentes** sur de nouveaux problèmes, qu'on ne fait qu'entrevoir à l'heure actuelle, mais qui nécessiteront des réponses ponctuelles dans l'avenir.

Le projet opère à l'intérieur d'un cadre formé par 4 thèmes de recherche :

1. la **dynamique spatiale** des localités et des activités au Canada rural;
2. le processus **d'inclusion et d'exclusion** des gens ruraux et des collectivités;
3. la structure en évolution des **entreprises et des institutions rurales**, et
4. le processus de changement au niveau des **ressources naturelles** et les localités affectées.

Depuis son inauguration en mai 1997, le projet a tenu huit conférences et ateliers nationaux, a préparé un nombre important de rapports majeurs, a établi un Centre de collecte de données sur la ruralité, a dressé le profil de 32 sites soigneusement sélectionnés pour des activités de recherche et d'éducation, et a mis sur pied un réseau de 30 partenaires, 22 chercheurs, 18 universités et 15 départements gouvernementaux dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. Grâce à ses liens avec la Fondation canadienne pour la revitalisation rurale (FCRR), le projet de la NÉR a réussi à réunir plus de 100 partenaires et a créé un réseau de recherche et d'éducation international. La représentation canadienne est appuyée par des collègues d'Europe, du Mexique et du Japon.

Pour plus d'information, visitez le site Internet de la FCRR www.crrf.ca, le site Internet de la NÉR nre.concordia.ca, ou contactez :

Anna Woodrow, Directrice de la recherche,
Département de sociologie et d'anthropologie
Université Concordia
1455 boul. de Maisonneuve, ouest.,
Montréal, QC, CANADA, H3G 1M8
téléphone : (514) 848-2139; télécopieur : (514) 848-4539;
courriel : WOODROW@VAX2.CONCORDIA.CA



N E R

LA NOUVELLE ÉCONOMIE RURALE

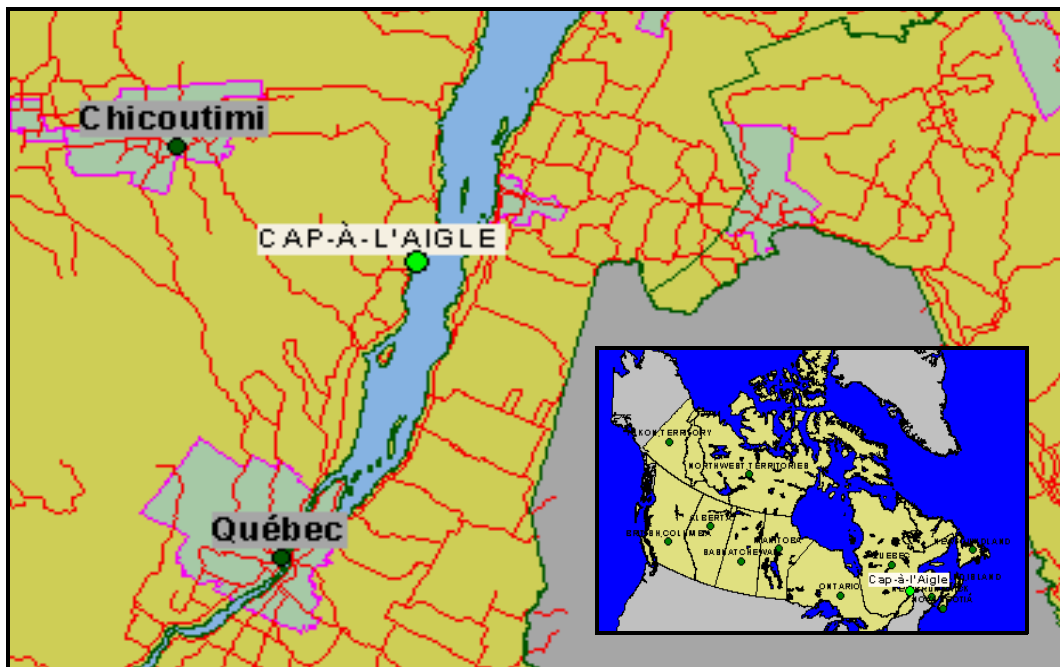


Site 10: Cap-à-l'aigle, Québec

Cap-à-l'Aigle est une petite municipalité pittoresque, un petit territoire en pente surplombant le fleuve Saint-Laurent, à quelques kilomètres à l'est de la petite ville de La Malbaie. La municipalité de 713 habitants n'a jamais été très forestière ni très agricole, elle n'a jamais été industrielle.

En contrepartie, le paysage confère à Cap-à-l'Aigle les caractéristiques d'un site panoramique ayant séduit depuis longtemps de nombreux estivants et de nombreux professionnels travaillant à La Malbaie et à Clermont. Si l'on peut définir Cap-à-l'Aigle

comme une communauté résolument récréotouristique (hôtellerie de luxe, bed & breakfast, etc.), il ne faut pas négliger non plus une sorte d'effet de banlieu (trois personnes sur quatre travaillent à l'extérieur de la municipalité). La petite agglomération urbaine de La Malbaie/Pointe-au-Pic avec ses hôpitaux, ses écoles, et ses bureaux gouvernementaux, n'est toujours qu'à cinq kilomètres de Cap-à-l'Aigle. À Cap-à-l'Aigle, la population est globalement en croissance (599 en 1951 à 713 en 1996). Le taux d'activité est élevé, le taux de chômage est bas.



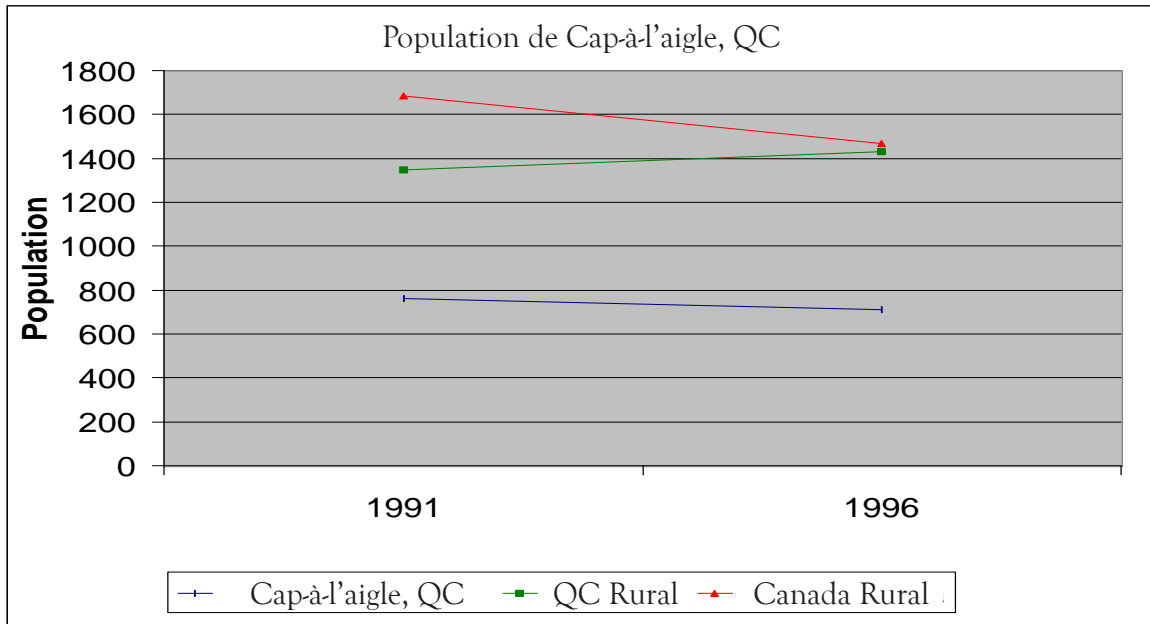
Cartes gracieuseté de Statistique Canada, Division géographique, 1998

Caractéristiques en 1996	Cap-à-l'Aigle	Québec	Canada
Population	713	7 138 795	28 846 760
Variation de la population entre 1991 et 96 (%)	-6.3	3.5	5,7
% de la population âgée de 15 ans et plus	84.5	80.7	79,5
Taux de chômage	7.0	11.8	10,1
Taux d'activité	60.7	62.3	65,5
% Secteur primaire	7.0	3.7	5,6
% Secteur secondaire	16.9	22.0	20
% Secteur tertiaire	74.6	74.2	74,4
Nombre moyen de personnes dans les familles comptant un couple marié ou en union libre	3.1	3.1	3,1
Nombre moyen de familles monoparentales	2.2	2.5	2,6
Nombre de logements privés occupés	275	2 822 030	10 820 055

Source: Statistique Canada

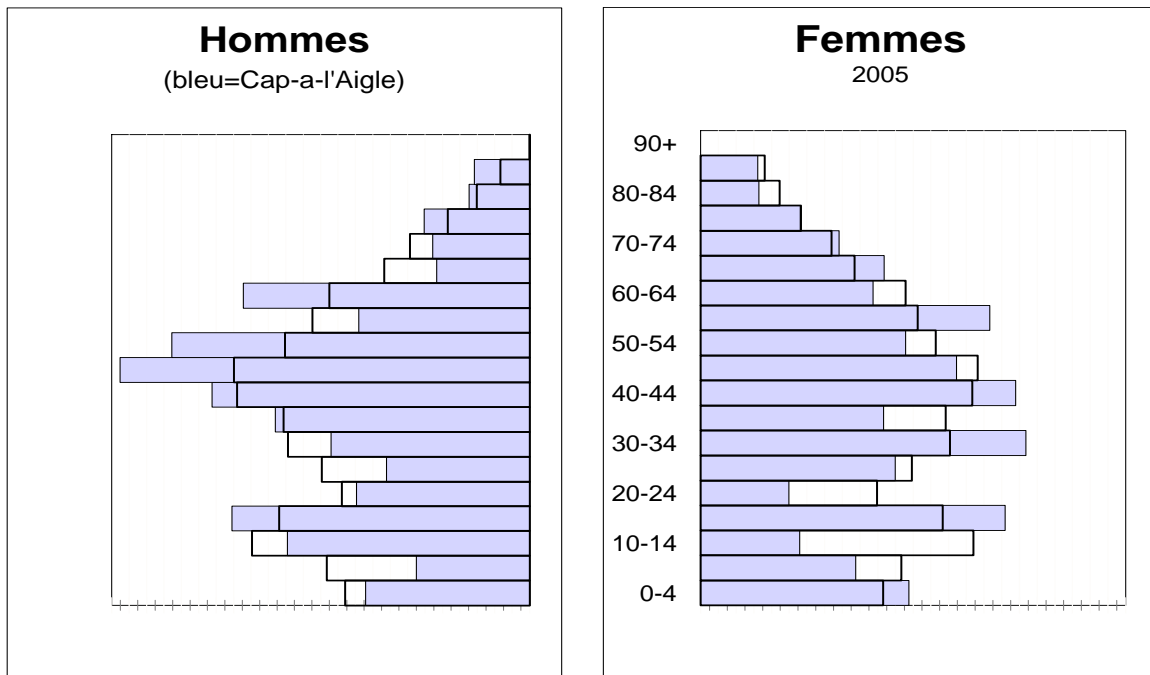
<p>La Nouvelle Économie Rurale Université Concordia Département de sociologie & d'anthropologie 1455, de Maisonneuve ouest Montréal, (Québec) H3G 1M8 Téléphone: (514) 848-2139 Courriel: nre@vax2.concordia.ca Internet: http://nre.concordia.ca</p>	<p>Le projet de la Nouvelle Économie Rurale est une initiative de la Fondation pour la revitalisation rurale. La FCRR est une association à but non-lucratif dévouée à l'amélioration de la qualité de vie de tous les canadiens vivant dans les régions rurales.</p>	
--	---	--

Population au Québec et au Canada Rural



La population de Cap-à-l'Aigle demeure sous la moyenne des autres localités rurales au Québec et dans le reste du Canada.

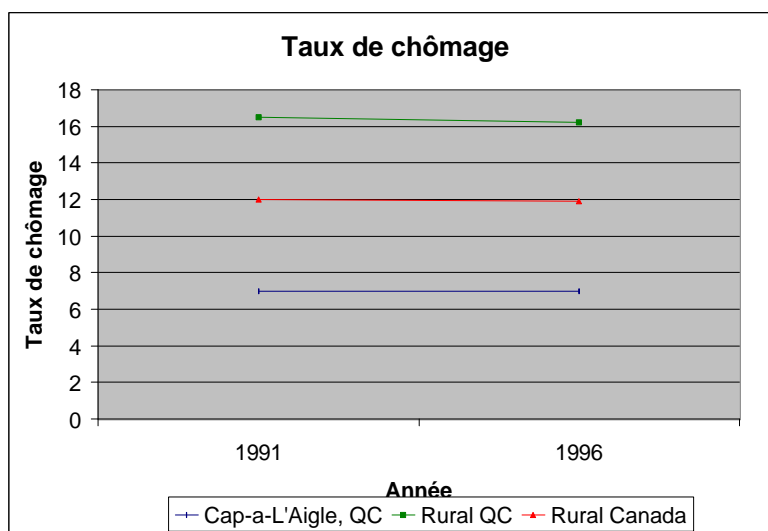
Pyramides de population* de Cap-à-l'aigle contre le Québec rural



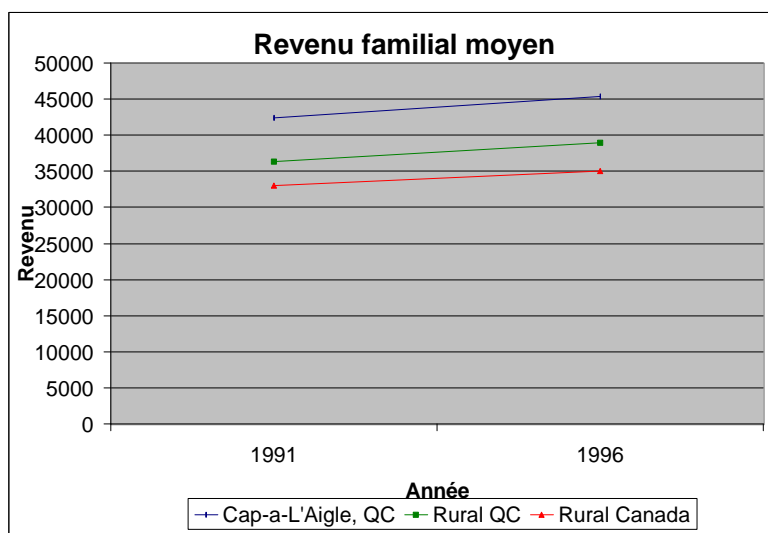
Les autres localités rurales du Québec auront tendance à avoir plus d'enfants et plus de jeunes dans la vingtaine que Cap-à-l'Aigle.

* Les pyramides de population sont des graphiques utilisés dans les sciences sociales qui permettent de montrer comment une population donnée est répartie selon les différents groupes d'âge. Le pourcentage d'individus dans chaque groupe est représenté par une barre. D'habitude, les groupes d'âge sont placés à l'horizontale, tandis que les pourcentages sont à la verticale. Pour les fins de ces graphiques, ces axes ont été inversés. Les pyramides de population sont facile à lire et fournissent de l'information sur la structure d'une population et sur les directions à venir. Les populations classiques forment un graphique en pyramide, avec un pourcentage élevé de jeunes au bas du diagramme. Le Canada rural a une population âgée plus importante que celle des régions urbaines typiques. Ceci signifie que les communautés rurales canadiennes doivent se préparer à offrir des services et des programmes à cette population vieillissante.

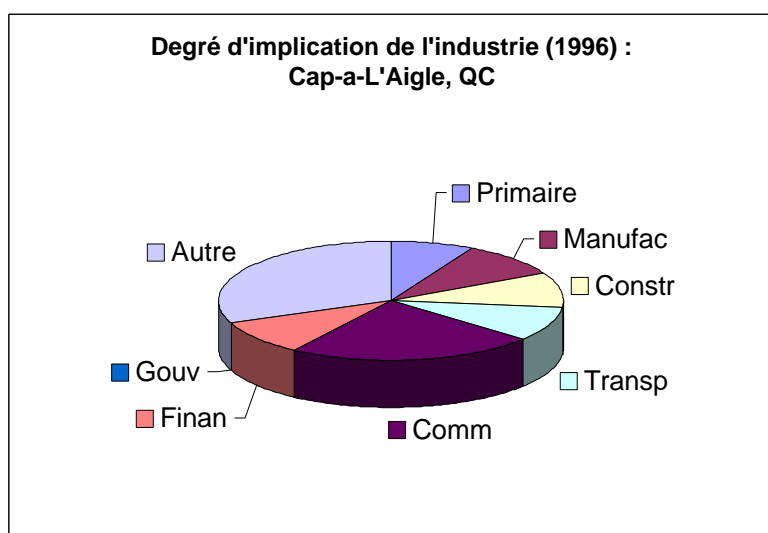
Cap-à-l'aigle, QC : Une comparaison avec les autres localités rurales



Le taux de chômage de Cap-à-l'Aigle continue de demeurer bien au-dessous de ceux du Québec rural et du Canada rural.



Les revenus familiaux de Cap-à-l'Aigle ont connu une légère hausse au cours des années, et sont légèrement au-dessus de ceux des autres localités rurales au Québec et dans le reste du Canada.



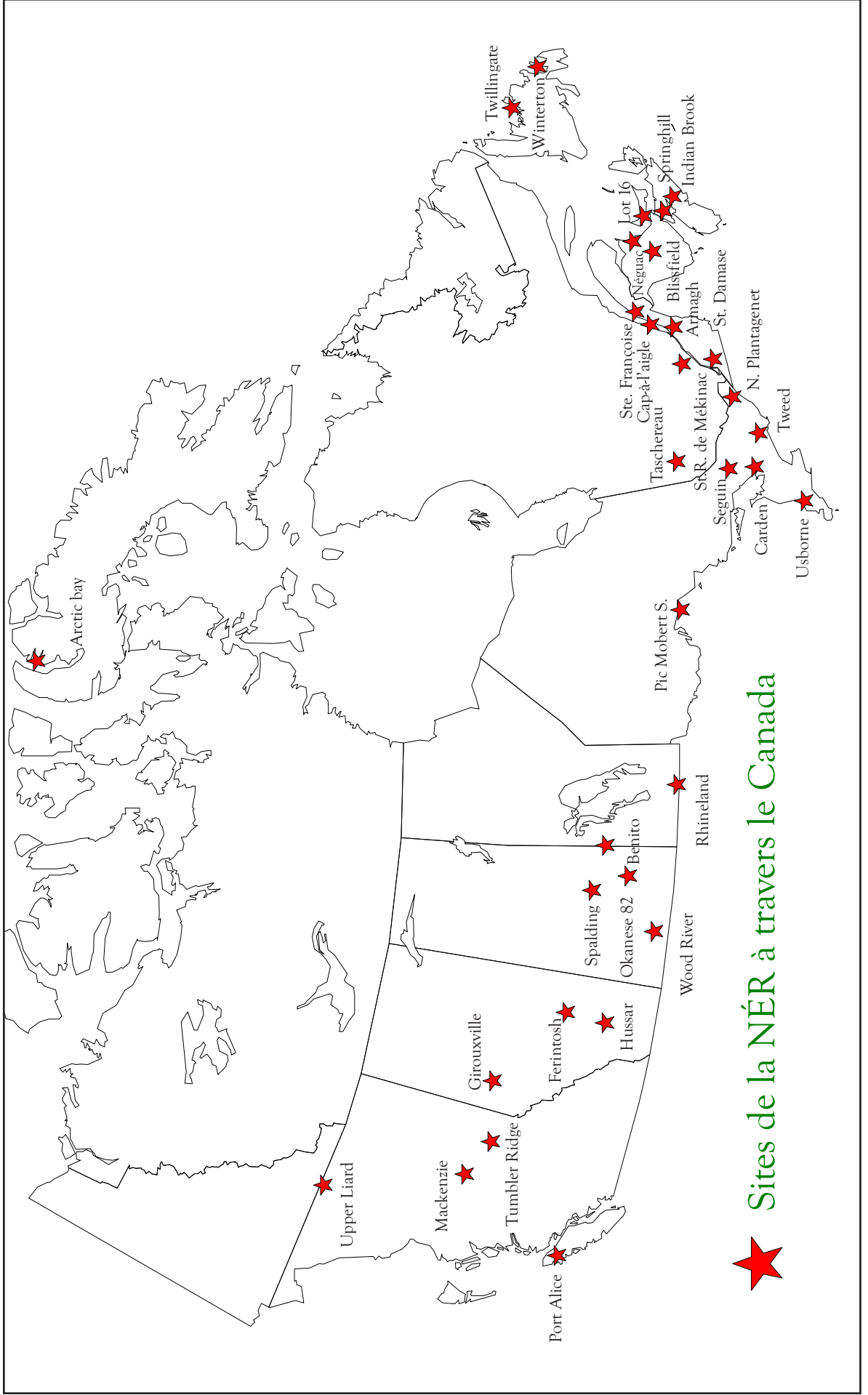
Les travailleurs des corps de métier et ceux des autres industries (santé, éducation, tourisme, loisirs) représentent la plus grande proportion de la force de travail de Cap-à-l'Aigle.

Tous les cinq ans, Statistique Canada organise un recensement national afin d'obtenir une vue d'ensemble détaillée de la population canadienne. Lorsque toutes les données ont été obtenues par sondage, elles sont transformées en moyennes et pourcentages dans le but d'informer la population sur les qualités générales des communautés au Canada. Nous nous sommes servis de données récoltées lors des recensements de 1986, 1991 et 1996 afin de montrer comment le taux de chômage et le revenu familial moyen ont changé au cours des 15 dernières années. Dans ces diagrammes, vous pouvez voir comment les choses ont changé dans votre localité et vous pouvez comparer ces données avec celles du reste du Québec rural et du Canada rural.

La NÉR au Canada

NÉR

LA NOUVELLE ÉCONOMIE RURALE



★ Sites de la NÉR à travers le Canada



Obstacles à la recherche et à l'éducation au Canada rural

Les problèmes spécifiques de la recherche rurale

En plus des problèmes communs à la recherche en général, plusieurs difficultés sont particulières au contexte rural.

- **La distance** : La distance à parcourir pour se rendre dans les sites ruraux et les distances à l'intérieur des sites eux-mêmes font monter les coûts et rendent la collaboration entre les sites plus difficile.
- **La cohésion sociale** : Les niveaux plus élevés de cohésion sociale dans les petites collectivités ont pour effet de rendre plus difficile le développement du degré de confiance nécessaire à la collecte de données d'analyse autres que superficielles.
- **Perspectives sectorielles** : Une grande partie de l'approche traditionnelle aux questions rurales a été basée sur une interprétation sectorielle. Il est donc difficile de trouver du support pour des approches interdépartementales et interdisciplinaires en matière de recherche et d'éducation dans le domaine rural.

L'approche de la FCRR

Depuis plus de dix ans, la FCRR développe une approche qui vise à vaincre ces difficultés dans son programme de recherche et d'éducation. Le Projet de la Nouvelle Économie rurale et notre programme d'ateliers et de conférences sont des exemples indéniables du succès de cette approche. Ses éléments fondamentaux sont les suivants :

- **La collaboration** avec tous les individus et les groupes qui sont intéressés par les questions rurales. Le meilleur exemple de cette politique est notre décision de *toujours organiser nos ateliers et nos conférences dans des zones rurales, avec la participation de gens et de groupes locaux*. Cette politique proactive surmonte les problèmes de distance et de divisions sectorielles, tout en développant une confiance mutuelle avec les gens ruraux.
- **L'analyse comparative** au niveau systématique et informel. Ceci est mis en évidence par notre *mise-sur-pied d'une grille d'échantillonnage nationale et la sélection de sites d'étude en utilisant cette grille*. Cette

“Le simple fait de s'asseoir pour prendre un café ou un repas avec les gens leur donne l'opportunité de parler de leurs sentiments et de leurs opinions vis-à-vis des événements qui se produisent dans leur localité. Cette approche plus détendue et plus informelle nous a permis de montrer aux gens de la communauté que nous avons le temps de les écouter, que nous voulons entendre leurs histoires, et que nous portons attention à ce qu'ils pensent. Parfois, le fait de ne pas avoir un "agenda" dans le cours de la recherche peut faire toute la différence en termes de la nature de l'information qui peut être récoltée.” (Notes de travail, 1999)

“Les résidents d'une localité nous approchent maintenant souvent par eux-mêmes pour nous parler d'événements significatifs qui se passent dans leur collectivité. En conséquence, nous avons un accès privilégié aux questions émergentes qui affectent la localité avant même les médias. Ces questions sont souvent intimement liées au changement et au développement local.” (Notes de travail, 1999)

approche nous permet de séparer les caractéristique idiosyncratiques des sites ruraux des autres caractéristiques qui sont communes et transcendent l'analyse sectorielle ou celle liée à des intérêts trop spécifiques.

- **Un engagement à long terme** aux objectifs de recherche et aux gens ruraux. Le meilleur exemple de ceci est *notre échantillon de 32 sites d'étude soigneusement sélectionnés et notre inclusion des résidents locaux dans nos activités de recherche*. Cette démarche nous permet de surmonter l'obstacle représenté par une approche trop simpliste. Elle aide à engendrer la confiance et aide aussi à développer une culture d'apprentissage à l'intérieur des localités et entre les collectivités.

Les obstacles créés par l'organisation actuelle du support financier

Nous avons découvert des problèmes significatifs au cours du processus de mise en oeuvre de cette approche à la recherche et à l'éducation rurales. Plusieurs d'entre eux sont liés à la façon actuelle de supporter la recherche et l'éducation en milieu rural. Voici quelques exemples de ces obstacles. Les trois premiers problèmes sont identifiés explicitement dans la communication *'Perspectives sur le développement de la capacité dans les collectivités,'* préparée pour Ressources naturelles Canada (19 mars 1999).

- **Contrats à court terme** : Les arrangements contractuels qui sont limités à 6, 12 ou même 18 mois créent des problèmes significatifs en termes de l'établissement d'un niveau d'engagement utile permettant de dépasser le seuil de la représentation superficielle des collectivités rurales.
- **Les contrats liés à la livraison d'un produit** : Ce genre de contrat incorpore en général une définition très étroite de la notion de "produit." Ils excluent habituellement, par exemple, des rencontres visant à régler des conflits locaux, des groupes-échantillons, ou des ateliers locaux (des activités qui aident à développer la capacité d'une collectivité, mais qui ne génèrent pas nécessairement des produits immédiats qui étalonent cette croissance). Les produits les plus précieux demandent beaucoup de temps et une quantité importante d'attention afin de se développer.
- **Aucun financement des activités de base** : La recherche rurale de qualité nécessite un support soutenu afin de maintenir un contact régulier avec les sites à l'étude, afin de fournir une présence régulière à titre de centre de communications, et afin de coordonner des événements ayant lieu dans différentes parties du pays. Il est donc nécessaire d'offrir un financement pour les chercheurs sur le terrain, pour la recherche intégrative, et la gestion du projet. *Les sommes vouées aux frais indirects en provenance de plusieurs petits contrats ne peuvent pas supporter ce besoin.* Les petits contrats de recherche (inférieurs à \$25,000) ne suffisent pas à financer les activités de base à long terme. Lorsqu'on parle d'un projet de cette envergure, tous les fonds sont normalement nécessaires pour financer uniquement la recherche reliée aux produits cités dans les contrats. *Les contrats financés régionalement ne supportent pas ce besoin non plus,* car ils se limitent à des intérêts régionaux.
- **Politiques contradictoires sur le financement des ateliers et des conférences** : Malgré le discours usuel tenu sur l'importance du partenariat, nous avons été pénalisés lors de nos collaborations avec d'autres organismes. Par exemple, la FCRR et l'Université rurale ont répondu à l'appel pour un partenariat en combinant leurs activités de conférence en 2000, et par la suite, la FCRR s'est vue refuser du financement parce que de l'argent avait déjà été donné à l'Université rurale. De telles politiques découragent la collaboration.

L'exploration pétrolière et minière, la recherche agricole et la gestion des ressources forestières sont toutes supportées sur de longue périodes de temps sans qu'il y ait obtention d'un produit spécifique. Pourquoi est il donc difficile d'obtenir la même reconnaissance pour la recherche sociale et l'éducation?



NÉR

LA NOUVELLE ÉCONOMIE RURALE

Une politique rurale efficace est requise

La politique publique traditionnelle n'a pas réussi à s'adresser aux problèmes cruciaux du Canada rural. A maintes reprises depuis 1945, le gouvernement fédéral a négligé ou ignoré les besoins essentiels des régions rurales. Il a mis en pratique des théories inadéquates et a démontré qu'il ne comprenait tout simplement pas la véritable nature du Canada rural.

Le Canada rural est beaucoup plus qu'un long chapelet de communautés agricoles ou côtières. Il est plus qu'un fournisseur de matières premières. Il est intimement lié aux centres urbains. La population rurale contribue substantiellement à l'économie nationale.

Un tiers des Canadiens vivent au Canada rural. Les villes ne peuvent pas survivre sans son soutien. Des quantités massives de biens et de services sont livrés aux centres urbains quotidiennement, en plus des produits traditionnels tels que le bois, le blé et le poisson. Les ruraux sont aussi modernes que les habitants des villes et leurs occupations sont tout aussi diversifiées.

Malheureusement, les gouvernements croient que les problèmes ruraux sont uniquement liés à une économie dépendante sur les ressources. Cette vision limitée a produit deux types de programmes : les uns visant à extraire encore plus de ressources de la terre et de la mer et les autres tentant d'élever le niveau de vie des habitants des régions rurales en offrant un support financier. Plutôt que de s'attaquer aux problèmes fondamentaux, la politique gouvernementale a tenté de réajuster le niveau de vie rural par une série

La sympathie du public envers le Canada rural ne se manifeste pas en termes d'une politique rurale qui lui est favorable.

d'interventions ponctuelles liées à des crises spécifiques. Cela n'a pas fonctionné.

Alors que l'exode vers les régions urbaines se poursuivait, les politiciens ont choisi d'ignorer les régions rurales au profit de l'expansion industrielle urbaine. Une vague de privatisations fédérales a eu pour résultat la fermeture de bureaux de poste, de bases

militaires et de services de chemin-de-fer. Les provinces ont tranché dans les budgets des écoles et des hôpitaux. Somme toute, les canadiens se sentent maintenant abattus et trahis à cause de la perte d'emplois, de services et de subventions.

Il existe cependant quelques exceptions, et les programmes ayant eu un certain succès ont tous quelques éléments en commun. Les communautés rurales participantes ont su prendre charge de l'initiative et du contrôle de ces programmes. La planification fut faite au niveau communautaire, et la coopération d'autres localités a été sollicitée. L'objectif de ces programmes était de développer l'expertise à l'intérieur de ces localités, et non pas de l'importer de l'extérieur. Ainsi se dessine la route vers l'avenir.

Ces observations sont basées sur un rapport par Dr. Brett Fairbairn : Une histoire préliminaire de la politique de développement rural et des programmes au Canada (1945-1995). On peut en obtenir une copie sur le site Internet de la NÉR <http://nre.concordia.ca> ou en contactant le projet de la Nouvelle économie rurale au (514) 848-2139. La NÉR est une initiative de la FCRR.



NÉR

LA NOUVELLE ÉCONOMIE RURALE

Les résidents ruraux demandent des services, mais sont flexibles sur la question de la distance

Les habitants des régions rurales n'exigent pas le même niveau d'accès aux services que les gens des villes. Ils savent que la vie en milieu rural comporte certains compromis. Bien qu'ils aient besoin des mêmes services, ils sont prêts à se déplacer sur de plus grandes distances afin d'y avoir accès. Pourtant, ils n'ont pas été bien servis par des gouvernements qui ont coupé dans les dépenses sociales sans tenir compte de l'impact sur les régions rurales.

Les services gouvernementaux supportent une infrastructure économique, institutionnelle, sociale et culturelle qui contribue au bien-être des citoyens.

Ces résultats sont contenus dans un rapport préliminaire sur l'accès aux services gouvernementaux au Canada. Des données provenant de 20 localités y sont utilisées afin d'examiner la distance que doivent voyager les habitants des zones rurales pour se rendre à l'école, à l'hôpital, chez le médecin, chez un avocat, à des bureaux gouvernementaux, à la banque, etc.

Entre 1986 et 1996, la distance moyenne parcourue pour un accouchement a augmentée de 30 km à 50 km dans les 20 sites à l'étude.

Il est évident que les résidents des zones rurales ont besoin d'un véhicule. Les groupes ayant en général le moins souvent accès à un véhicule sont les jeunes et les aînés. La distance moyenne pour se rendre à un arrêt d'autobus est de 10 km et de 30 km pour une gare de chemin-de-fer (la même distance moyenne que pour se rendre à un hôpital). Les distances sont encore plus grandes pour les localités ayant une perspective économique moins positive. Dans une localité en particulier, les résidents doivent voyager 100 km pour se rendre à l'hôpital. Dans une autre, le foyer pour personnes âgées le plus près est à 445 km. Les résidents ont déclaré que l'accès aux épiceries et aux soins médicaux d'urgence étaient les deux services qui nécessitaient le plus d'amélioration.

Évidemment, les services les plus rapprochés sont ceux fournis par les municipalités. Souvent, on peut se rendre à pied aux terrains

de jeux, aux patinoires et aux bibliothèques. Cependant, les résidents de zones économiquement instables doivent voyager encore plus loin pour avoir accès aux services.

Les gens ruraux croient que leurs priorités ne sont pas les mêmes que celles de leur élus. Alors que les résidents sont heureux d'avoir un meilleur accès aux services sans la présence d'un bâtiment dans la localité, beaucoup d'élus préfèrent opter pour une présence limitée, qui est une source de revenus de taxation, d'emplois et qui semble prouver la vitalité de la communauté.

Ces informations proviennent de l'étude intitulée "Accès aux services gouvernementaux au Canada rural". Une copie de ce rapport peut être obtenue via le site Internet de la NÉR <http://nre.concordia.ca> ou en contactant le projet de la Nouvelle économie rurale au (514) 848-2139. Cette recherche a été appuyée par le Secrétariat rural de Agriculture et agro-alimentaire Canada et par la Fondation canadienne pour la revitalisation rurale.



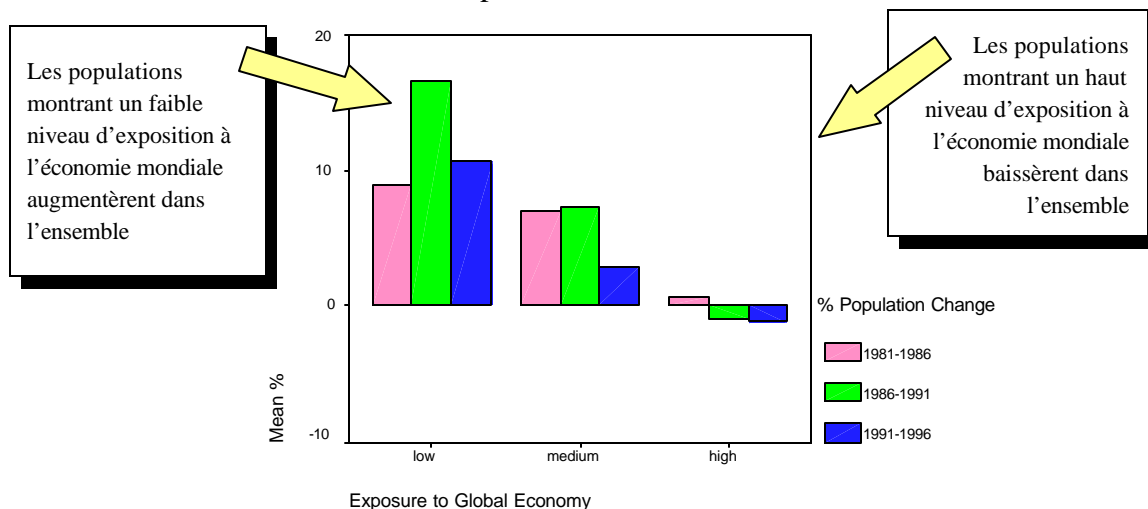


Les collectivités rurales perdent du terrain face à la mondialisation des économies

Qu'est-ce que ceci signifie?

L'expression 'économie mondiale' fait référence aux industries du secteur manufacturier, des communications, des finances, des assurances et des services aux entreprises. Les économies locales, de leur côté, sont formées par la construction, le transport, le commerce au détail, l'hébergement, et les services du secteur de l'immobilier. Les collectivités rurales qui sont exposées à l'économie mondiale ont vu leur population baisser entre 1986 et 1996. Les données de Statistique Canada démontrent que la population des collectivités dépendantes d'industries reliées à l'économie mondiale a baissé de plus de 6%. En revanche, les localités qui sont liées à des marchés locaux ont vu leur population augmenter de près de 5% pendant la même période.

Diagramme 1: Changement moyen de la population dans les collectivités rurales exposées à l'économie mondiale



Le Diagramme 1 montre comment l'exposition à l'économie mondiale peut avoir un effet négatif sur les collectivités rurales, et surtout sur celles qui sont dépendantes de l'échange international de ressources.

Quelles sont les options des collectivités rurales?

Les collectivités rurales qui dépendent du commerce des ressources devront décider si l'argent qui entre dans la localité par le biais du commerce international est plus important qu'une population en croissance. Le Projet de la NÉR croit qu'il serait souhaitable que ces collectivités pensent à diversifier leurs intérêts économiques de façon à faire contrepoids à certains des effets négatifs du commerce international. Une autre option consisterait à préparer leur *infrastructure* et leurs services pour les besoins d'une population en baisse.

Les gouvernements ont-ils aussi un rôle à jouer?

Les responsables des politiques gouvernementales provinciales et fédérales devraient fournir le support requis aux collectivités affectées par la mondialisation afin qu'elles puissent effectuer les changements mentionnés ci-haut. De plus, les gouvernements devraient tenir compte des effets sur la vie sociale et économique des collectivités rurales quand leur populations diminuent. Ceci veut dire que leurs politiques économiques devraient tenir compte des répercussions sociales qu'elles peuvent engendrer.

Ces résultats reflètent des processus d'importance cruciale pour les Canadiens ruraux et urbains. La composante de recherche et d'éducation incorporée dans le Projet de la Nouvelle Économie Rurale est conçue afin d'encourager la discussion sur ces questions et aussi afin de fournir l'information nécessaire lors de débats.

Comment le Projet de la Nouvelle Économie Rurale fait la différence entre l'économie mondiale et l'économie locale :

Exemples dans l'économie mondiale :	Exemples dans l'économie locale :
<ul style="list-style-type: none">• industries primaires et services connexes• secteur manufacturier• communications et autres services connexes• finances• assurances• services aux entreprises	<ul style="list-style-type: none">• construction• transport et entreposage• commerce en gros• commerce au détail• immobilier• services gouvernementaux• hébergement, restauration



Le bénévolat rural menacé

Le bénévolat est un élément déterminant de la cohésion d'une collectivité. Une quantité importante de bénévolat signifie habituellement que les citoyens ont su former entre eux des liens solides. Les bénévoles sont récompensés par une rétroaction positive immédiate provenant des gens auxquels ils apportent de l'aide. La plupart de ces groupes fournissent des services directs qui n'existeraient pas sans leur intervention, tels que la protection contre les incendies et les programmes pour les jeunes.

Les organismes bénévoles sont essentiels au tissu des collectivités – ils forment les liens qui unissent des éléments disparates.

Des entrevues avec 71 groupes bénévoles dans 9 localités rurales ont révélé deux problèmes majeurs. D'abord, il est difficile de recruter et garder des bénévoles. Lorsque les effectifs diminuent, les membres restants doivent travailler plus fort afin de maintenir le niveau des services, et ils n'ont plus de temps pour participer à des activités de recrutement. En second lieu, les opérations de levée de fonds, les programmes de financement et les projets spéciaux représentent tous des défis de taille.

Le financement provenant d'agences des gouvernements provinciaux est de loin la source d'argent la plus recherchée, et plusieurs groupes se fient sur la province pour couvrir leurs coûts d'opération. Les municipalités sont plus faciles à approcher, et peuvent offrir de l'espace et de la publicité, mais elles n'ont pas les moyens d'offrir de l'argent. Les programmes fédéraux semblent trop souvent inaccessibles, et la plupart de l'aide offerte est sous forme de programmes d'emploi à court terme.

Alors que près des deux tiers des groupes bénévoles avaient reçu de l'aide dans le passé, peu d'entre eux avaient pu négocier des arrangements à plus long terme. Des formulaires d'application annuels complexes représentent un obstacle majeur en termes de temps et d'énergie pour les bénévoles. Ceci limite les plans d'avenir. Même les demandes acceptées peuvent être décourageantes. Plutôt que de recevoir des fonds libérés pour des programmes qui ont fait leurs preuves, les organismes sont souvent liés à des pré-conditions qui nécessitent des changements inutiles d'objectifs et d'orientation.

40 % des groupes qui demandent des subventions provinciales sont acceptés.

Les groupes dont les demandes sont rejetées ne savent souvent pas pourquoi on leur a refusé de l'aide, ou même quels étaient les critères selon lesquels leurs applications ont été évaluées.

Ce qui aiderait?

Les groupes bénévoles ont besoin de plus d'information sur les techniques de recrutement. Les gouvernements doivent résister à la tentation de se fier sur les services par Internet jusqu'à ce que plus de gens ruraux y aient accès. Ils doivent aussi être plus francs au sujet des critères d'évaluation d'une application qui sera bien reçue. Il serait utile que tous les départements d'un même gouvernement utilisent un formulaire commun. Encore mieux, les gouvernements devraient comprendre une fois pour toutes les bienfaits du financement à long terme et devraient enlever les clauses restrictives rattachées aux subventions.

Ces informations sont basées sur 3 rapports préparés avec la collaboration du Programme de partenariat rural du gouvernement fédéral. Des copies de ces rapports sont disponibles via le site Internet de la NÉR, nre.concordia.ca, ou en contactant le Projet de la Nouvelle Économie Rurale au (514) 848-2139. Visitez aussi le site de la FCRR, www.crrf.ca.

Les 32 sites de la NÉR:

Winterton, NF

Twillingate, NF

Lot 16, PE

Indian Brook, NS

Springhill, NS

Blissfield, NB

Néguac, NB

Armagh, QC

Ste-Françoise, QC

Cap-à-l'aigle, QC

St-Damase, QC

St-Roch-de-Mékinac, QC

Taschereau, QC

North Plantagenet, ON

Tweed, ON

Carden, ON

Usborne, ON

Seguin, ON

Pic Moberg S., ON

Rhineland, MB

Benito, MB

Okanese 82, SK

Spalding, SK

Wood River, SK

Hussar, AB

Ferintosh, AB

Girouxville, AB

Tumbler Ridge, BC

Mackenzie, BC

Port Alice, BC

Upper Liard, YK

Arctic Bay, NV

Chercheurs participants :

Département d'Économie, Université du Québec à Trois-Rivières
Département de Sociologie, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
Département de Sociologie, Université du Québec à Rimouski
Department of Sociology and Anthropology, Concordia University
Department of Forestry, University of British Columbia
Department of Economics, Dalhousie University
Department of Social and Cultural Studies, Memorial University
Department of Geography, University of Northern British Columbia
Department of Sociology, Laurentian University
Department of Geography, University of Saskatchewan
Department of Native Studies, University of Manitoba
Faculty of Forestry and Environmental Management, University of New Brunswick
Institut National de la Recherche Scientifique, Université du Québec à Montréal
Northern and Rural Health Research Institute, Laurentian University
Peer Diagnostics Ltd., Alberta
Rural and Small Town Programme, Mount Allison University
Social/Cultural Studies, Sir Wilfred Grenfell College
School of Rural Planning and Development, University of Guelph
Department of Sociology, University of Moncton

Partenaires :

Alberta Agriculture Initiatives Program
Atlantic Canada Opportunities Agency
Agricultural Statistics Division, Statistics Canada
Arkleton Centre for Rural Research, Scotland
Atlantic Health Promotion Research Centre, Dalhousie University
British Columbia Ministry of Community Development, Cooperatives, and Volunteers
Centre for the Study of Cooperatives, Saskatchewan
Chaire Desjardins en développement des petites collectivités,
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
Canadian Rural Partnership
Centre for Rural Studies and Enrichment
Federation of Canadian Municipalities
Government of Ontario
Government of Newfoundland
Government of Alberta
Human Resources Development Canada
Indian and Northern Affairs Canada
International Association for Comparative Research into Rural Community Sustainability
FedNOR, Industry Canada
Institute for Rural Revitalization in the 21st Century, Japan
Interdepartmental Working Group on Rural Canada
"Coasts Under Stress" Research Project
Northern Health Research Centre, Laurentian University
Natural Resources Canada
Office of Rural Health, Health Canada
Pacific Resources Centre, Vancouver
Rural and Small Town Programme, New Brunswick
Rural Secretariat of Agriculture and AgriFood Canada
Rural Development Institute, Manitoba
Social Science and Humanities Research Council

Le projet de la Nouvelle Économie Rurale construit des liens entre les chercheurs, les partenaires gouvernementaux et ceux du secteur privé, et les résidents des localités qui partagent la volonté commune de répondre aux besoins changeants des Canadiens ruraux. Le projet aide à combiner les ressources facilitant la recherche et suggère des politiques qui aideront à revitaliser les localités rurales. L'objectif majeur de la NÉR est d'aider les localités rurales à s'aider elles-mêmes.



*** Le centre de données rurales de la NÉR ***

<http://nre.concordia.ca>

Information disponible

Information provenant des recensements

Subdivisions de recensement (1986, 1991, 1996)

De l'information provenant des recensements au niveau des subdivisions de recensement (SDR) est disponible sur le Canada en entier. Nous avons les données pour 1986, 1991, et 1996. Elles ont été utilisées lors de la préparation de la *Mise-à-jour du profil du Canada rural* pour le compte du Groupe de travail interdépartemental sur les régions rurales et éloignées du Canada (voir le site Internet de la NÉR)

SDRs aux frontières constantes (1986, 1991, 1996)

De plus, nous avons créé une sous-section des données des SDRs qui comprend seulement celles des subdivisions dont les limites géographiques n'ont pas changé dans les trois recensements. Ceci nous permet de faire des comparaisons longitudinales des données.

Information des recensements sur les sites d'étude de la NÉR (1986, 1991, 1996)

Un dossier spécial a été préparé pour les 32 sites d'étude de la NÉR (avec l'addition de Blenheim, ON). Il contient toute l'information des SDRs pour ces sites.

La liste des variables dans ces bases de données est disponible sur le site Internet de la NÉR. Elle intègre dans sa structure des classifications rurales/urbaines basées sur des catégories définies par l'OCDE, Ressources humaines et développement Canada.

L'information provenant des recensements est disponible sous forme de données brutes aux chercheurs de la NÉR qui sont membres d'institutions ayant signé une entente dans le cadre de *l'Initiative de démocratisation des données* de Statistique Canada. Cette information est en format SPSS.

Information sur les impôts

Nous avons l'information des dossiers publics d'impôts pour 1994, 1995, 1996, et 1997 pour tous les 32 sites de la NÉR, y compris celle de Blenheim, ON. Ces fichiers contiennent surtout de l'information sur les revenus, mais nous y retrouvons aussi des données sur les structures familiales. Cette information a été utilisée lors de la préparation d'un rapport sur les profils de taxation (voir le site Internet de la NÉR). Ces données sont à la disposition des chercheurs de la NÉR, en format SPSS.

Profil des sites de la NÉR

Cette banque de données contient toute l'information récoltée lors de la première phase du Projet de la NÉR. 25 des 32 sites y sont couverts. L'information inclut des descriptions historiques des sites, des données sur les services physiques et les infrastructures (égouts, eau, médias, Internet, routes), de l'information détaillée sur les services sociaux (disponibilité et accès), les entreprises locales, le commerce, les perspectives d'avenir des localités, les bases de ressources, les attraits, et les

changements démographiques majeurs. Ces données furent utilisées lors de la préparation du rapport sur l'accès aux services gouvernementaux (voir le site Internet de la NÉR).

Ces données sont à la disposition des chercheurs de la NÉR en format Filemaker Pro, accompagnées d'un sous-groupe de fichiers en format SPSS. Filemaker Pro peut être utilisé pour produire des chiffreries Excel, Lotus, et Quattro Pro.

Étude de la NÉR sur les organismes bénévoles

Cette banque de données contient de l'information sur 9 des sites d'étude de la NÉR dans le contexte des organismes bénévoles qui y travaillent : leurs objectifs, structures, activités, membres, finances, clients, défis, réseaux, ressources et relations avec le financement gouvernemental. Ces données furent utilisées lors de la préparation des rapports sur le rôle des organismes bénévoles au Canada rural (voir le site Internet de la NÉR). Cette information est à la disposition des chercheurs de la NÉR en format SPSS, Excel, Lotus, et Quattro Pro.

Résultats de la recherche de la NÉR, été 2000

Ces fichiers contiennent de l'information provenant d'informateurs-clé dans 20 sites de la NÉR concernant :

- les caractéristiques des petites et moyennes entreprises;
- les caractéristiques des coopératives;
- les caractéristiques des institutions locales importantes;
- les événements historiques importants pour chaque site;
- le rôle du secteur bénévole; et
- les impressions des sites.

Étude sur la capacité des collectivités dans les sites de la NÉR - été 2000

Cette banque de données contient les transcriptions d'entrevues et les données des sondages sur la capacité des collectivités, provenant de 9 sites d'étude de la NÉR.

Prospectus des sites de la NÉR

Ces prospectus présentent des descriptions sommaires de chaque site d'étude dans l'échantillon de la NÉR. Il contiennent des données sur la population, les familles, et l'économie pour chacun des sites, ainsi qu'une carte géographique et une photo. Ils sont disponibles sur le site Internet de la NÉR.

Galerie photographique

Vous trouverez sur le site Internet de la NÉR une galerie photographique qui contient des images de plusieurs des sites de la NÉR, et des photos d'activités organisées par le projet.

Pour plus d'information sur le Centre de données rurales de la NÉR, veuillez contacter Bill Reimer au (514) 848-2139, reimer@vax2.concordia.ca ou Roger des Ormeaux, le curateur des archives, nre@vax2.concordia.ca

Le Centre de données rurales de la NÉR est supporté par la Fondation canadienne pour la revitalisation rurale, Statistique Canada, le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, et l'Université Concordia.

La Nouvelle Économie rurale : Choix et options

RÉSUMÉ DES RÉALISATIONS

Mars, 2001

Infrastructure administrative

1. **Plan-cadre de la recherche** préparé
2. Comité de direction établi : P. Apedaile; T. Beckley; D. Bruce; G. Halseth; B. Jean; B. Reimer; D. Wilkinson.
3. Curateur des données embauché (Roger des Ormeaux)
4. Réseau de chercheurs établi : 22 chercheurs; 18 universités
5. Premiers partenaires se joignent au projet : DRHC, le Secrétariat rural, DIAND, Statistique Canada, MAAARO, FedNOR, le gouvernement de terre-Neuve, le gouvernement de l' Alberta, le Centre d'études sur les coopératives, l'Université Concordia, l'université McGill

Produits de la recherche

1. **Grille d'échantillonnage** élaborée et **32 Sites Identifiés** selon 5 axes critiques
2. Centre de données agrandi, avec profils des sites, rapports, galerie photographique et autres outils de recherche
3. **Profils des sites** préparés pour 25 sites d'étude
4. **Base de données su le Canada rural** en développement (1986, 1991, 1996)
5. Rapport : **A Preliminary History of Rural Development Policy and Programmes in Canada, 1945-1995**
6. Rapport : **Analysis of Leading and Lagging CSDs in Rural Canada**
7. Rapport : **Economic Integration and Isolation of First Nations Communities: An Exploratory Review**
8. Rapport : **Access to Federal Government Services in Rural Canada: Field Site Findings**
9. Rapport : **Predictability and Trapping: Under Conditions of Globalization of Agricultural Trade**
10. Rapport : **Review of the Literature Relating to the Role and Impact of Government Involvement in Rural Canada**
11. Livre : **Dynamics of the New Rural Economy: An Exploration of Community-Sponsored Research from Huron County** (sous la direction de Tony Fuller et Paul Nichol, 1999) Guelph : Université de Guelph
12. Rapport : **Voluntary Organizations in Rural Canada: Survey Results**
13. Rapport : **An Education Strategy for Voluntary Organizations in Rural Canada**
14. Rapport : **Leading and Lagging Sites in Rural Canada: a Literature Review**
15. Rapport : **Leading and Lagging CSDs: Statistical Summary**
16. Rapport : **An Analysis of the NRE Sample Sites Using Taxfiler Data**
17. Rapport : **Self-Employment in Rural Canada: Statistical Summary**
18. Rapport : **Rural SMEs: A Review of the Literature**
19. Rapport : **Cooperatives in Rural Development - Literature Review**
20. Rapport : **A Sample frame for Rural Canada: Design and Evaluation**
21. Rapport : **The Role of Small Businesses in Community Economic Development**
22. Rapport : **The Long Run Role of Institutions in Fostering Community Economic Development : A Comparison of Leading and Lagging in Rural Communities**
22. Livre : **Gouvernance et territoires ruraux. Éléments d'un débat sur la responsabilité du développement.** (Sous la direction de Mario Carrier et Serge Côté, 2000) Ste Foy : Presses de l'Université du Québec
23. Rapport : **How Researchers Approached Communities and Implemented the Protocols in 26 Sites Across Canada**
24. Rapport : **Factors of Growth in Rural Regions : Identifying Policy Priorities - Canadian Case Studies**
25. Réseaux/Forums d'éducation : **Ateliers nationaux de la FCRR** (North Bay ON, 1997; St.Donat QC, 1998; Newtown NF, 1999; Nanaimo BC, 2000) **Conférences nationales de la FCRR** (Charlottown, PE, 1997; Nelson BC, 1998; Trois Pistoles QC, 1999; Alfred ON, 2000)

Projets courants et prévus

1. Définir et mesurer la capacité des collectivités
2. Les systèmes complexes et dynamiques au Canada Rural
3. La cohésion sociale au Canada rural
4. Atelier du printemps de la NÉR (Université Mount Allison, NB 28 avril - 3 mai 2001)
5. Conférence nationale de la FCRR (Collège St- Peter's, Meunster, SK: 21-27 octobre 2001)

NOTE: On trouvera les items **en caractères gras** sur le site Internet de la FCRR : www.crrf.ca ou le site Internet de la NÉR : nre.concordia.ca
Les items *en italiques* sont à la disposition des chercheurs et des partenaires de la NÉR via son site Internet.



NÉR

LA NOUVELLE ÉCONOMIE RURALE

Dans un avenir rapproché.....

Recherche d'été 2001:

Les chercheurs de la NÉR se préparent à retourner dans vingt localités à l'étude cet été pour y faire un sondage auprès des foyers individuels. Nous poursuivrons notre recherche sur :

- **Les petites et moyennes entreprises**
- **La capacité des collectivités**
- **La cohésion sociale**

EN PLUS, nous nous pencherons sur de nouvelles questions :

- **Les soins de la santé**
- **Comment les collectivités agricoles se sont-elles adaptées au changement?**

Conférence d'automne :

Soyez des nôtres lors de notre conférence d'octobre 2001 à Muenster, en Saskatchewan!

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Wendy Smith

wsmith.ctreda@sk.sympatico.ca

Téléphone : (306) 682-2631

ou

Diane Martz

martzd@duke.usask.ca

Téléphone : (306) 966-5643

Télécopieur : (306) 966-5680

Le projet de la NÉR est une initiative de la Fondation canadienne pour la revitalisation rurale



La Nouvelle Économie Rurale : Choix et Options
Visitez notre site Internet FCRR : <http://www.crrf.ca>

Télécopieur : (514) 848-4539; Courriel : reimer@vax2.concordia.ca
ou le site de la NÉR : <http://nre.concordia.ca>